



Comité Social d'Administration Local du 6 Octobre 2023 Déclaration Liminaire

Madame la Présidente du CSAL, Madame la Directrice Régionale,

Ce Comité Social d'Administration Local se tient dans un contexte social alarmant conséquence d'une inflation galopante depuis 2 ans face à des salaires qui ne suivent pas.

Les agents DGFIP comme la majorité des salariés de ce pays subissent de plein fouet les gonflements des prix de l'alimentaire comme ceux d'autres secteurs dont l'énergie sans qu'aucune mesure salariale digne de ce nom soit mise en application.

Ce ne sont pas les petites mesurées de ces 2 derniers étés sur le point d'indice (3,5 % et 1,5% brut) qui permettent un rattrapage de la poussée inflationniste de ces 2 dernières années sans oublier le réajustement qui serait à faire sur les 10 précédentes !

En parallèle, depuis le 12 septembre dernier, une négociation avec la DG sur notre régime indemnitaire a démarré.

Plus que jamais, nous rappelons l'urgence à reconnaître ce que les agents ont traversé ces dernières années au sein de notre administration.

Entre les suppressions d'emplois, les restructurations incessantes, les missions malmenées, les dégradations des conditions de travail, les carrières bloquées ou encore maintenant les mutations empêchées dictées par des lignes directrices de gestion, il serait enfin temps que la DG reconnaisse le mérite des agents qui ont un réel sens du service public pour travailler dans de telles conditions !

De même, il est certes utile d'investir à la DGFIP près de 2 millions d'euros en campagne de communication avec des référents attractivité pour le recrutement, mais les agents recrutés déchantent rapidement en découvrant la réalité des conditions de travail qui plus est, avec des salaires qui ne suivent pas.

Ce n'est pas la synthèse du **Cadre d'Objectifs et de Moyens (COM)** mis en ligne le 11 septembre sur ULYSSE 13 qui pourra apporter une vision idéaliste de l'avenir de nos services même à un horizon aussi court que 2027.

Il est énoncé « une véritable feuille de route dont chacun doit s'emparer » ou encore les « chantiers phares de la DGFIP ».

Est-ce de l'ironie ?

Il est clair que le précédent COM, avec comme chantier « phare » le NRP, a acté le démantèlement de notre réseau DGFIP le tout agrémenté pour exemple de plus de 300 suppressions d'emplois dans notre département.

Cette forte lumière...sans mauvais jeu de mots... teintée de suppressions d'emplois à profusion a bien mis aux abois un bon nombre de nos services.

La précédente feuille de route a été appliquée sans aucun compromis et sans dialogue social engendrant l'effondrement de nos implantations Finances Publiques.

Elle a créé ainsi une distance quasi irrémédiable avec le contribuable.
Que cela soit dans les SIP, les SIE ou bien évidemment dans la sphère foncière, tous les indicateurs de remontées de notre service public sont au plus bas.

Tout montre aujourd'hui les manquements de la DGFIP autant pour le service rendu aux citoyens que pour les agents eux-mêmes qui ont subi, dans le même temps, des vagues massives de suppressions d'emplois.

Leurs conditions de travail au quotidien sont de plus en plus difficiles et certains services sont à l'agonie.

Le climat social délétère se déporte même à nos guichets comme l'a démontré en dernier lieu l'incident grave du jeudi 28 septembre au SIP Marseille Borde.

La démarche participative mise en avant dans le document du COM n'a été que poudre de perlimpinpin diffusée au-dessus de la tête des agents.

Ce saupoudrage en rejoint d'autres notamment après les multiples enquêtes d'observatoires internes qui n'ont fait qu'alerter sur le mal-être des agents sans que celui-ci ne soit entendu.

Malgré cela, la DG, à travers ce nouveau cadre, a donc décidé de poursuivre une politique consistant à se voiler la face sur la réalité du vécu des services ou pire, à continuer sa politique de destruction massive de nos services qui sont déjà à bout de souffle en faisant comme si tout allait bien.

La DRFIP PACA en a subi les conséquences et va continuer à en subir avec le programme mis en avant.

Tous les termes évoqués dans ce nouveau COM qui vont de la généralisation progressive des centres de contact des professionnels à la facturation électronique, en passant par l'unification du recouvrement des impôts et la simplification des procédures pour les amendes, ou encore la dématérialisation accrue dans la sphère foncière ne donnent pas matière à renforcer le lien avec le public.

Surtout, avec **la part belle donnée au système d'information (SI)** émaillée d'intelligence artificielle pour relever en parallèle les défis de l'administration numérique, la DGFIP sera de nouveau en première ligne pour davantage se « déconnecter » des citoyens comme GMBI a pu le démontrer cet été.

A cet égard, nous ne pouvons pas oublier également les effets produits par cette campagne en matière de Risques Psycho-Sociaux sur les agents qui ne souhaitent pas revivre cela.

FO DGFIP 13 revendique ainsi toujours un renforcement des missions par le calibrage de moyens humains à la hauteur des tâches dévolues aux agents.

Leur sécurité doit être également une priorité majeure.

Aucune « mesure phare » de cette nature n'apparaît dans ce COM.

Pour **FO DGFIP 13**, ce COM qui en suit un autre, finira par nous conduire au pire.

Car nous lisons bien entre les lignes la poursuite de cette politique aveugle et continue de réduction de nos structures et de nos emplois sous l'égide de l'informatique.

Ces fameux « gains de productivité » servis à toutes les sauces notamment numériques depuis des années comportent un danger réel d'implosion de notre offre de service au public sans parler des conséquences pour les agents menacés dans leur travail et leur carrière.